

Sommaire

Editorial

Langues juives et identités
Quel avenir...

Conférence-débat
La problématique de la conversion

Laïques et religieux en Israël
Une société divisée ou deux sociétés ?

Autriche
La coalition droite droite-extrême

Plurielles numéro 8
Les Juifs et l'engagement politique

EDITORIAL

Chers amis,
L'Assemblée générale de l'AJHL s'est tenue, comme prévu, le 6 juin 2000. Remercions la trentaine de personnes présentes, et les soixante adhérents ayant demandé à être représentés par un pouvoir remis au secrétaire général. Le débat qui a suivi les traditionnels rapports moral, financier et d'activités, a démontré la permanence de certaines interrogations sur l'identité juive. Faut-il parler de judaïsme laïque ou de judéité laïque ? Avoir et développer une culture juive laïque, oui, mais comment la transmettre ? Albert Memmi a rappelé la pertinence du message des Juifs laïques et le rôle de l'AJHL dans cette réflexion. Il apparaît à l'évidence nécessaire de renouveler les ateliers sur ces notions plusieurs fois millénaires mais aussi d'ouvrir la problématique aux grandes questions de notre temps. Certains membres du Conseil d'administration sortant n'ont pas renouvelé leur candidature et il convient de saluer, ici, le dévouement de Paule Ferran, de Florence Meyer et de Jacky Ghenassia (qui nous renouvelle son attachement et sa participation comme consultant). Les autres membres du Conseil sortant ont ainsi été réélus, rejoints par MM. Sontag, Lakhdar, Sicsu, Launay. Le Bureau pourra être désigné dès la prochaine réunion qui devrait se tenir avant la mi-juillet. La réunion très conviviale s'est achevée après un exposé très dense d'Izïo Rosenman sur "les langues juives", thème du dossier principal du prochain numéro de notre Revue PLURIELLES, véritable vitrine idéologique de l'AJHL. Il sera cet été dans la boîte aux lettres des abonnés et adhérents. Vous en trouverez le sommaire dans cette lettre, ainsi qu'une présentation, il

vous suffit de nous écrire ou de téléphoner pour le commander. Si l'AJHL souffre de ses faibles moyens, elle n'en est pas moins présente, comme on peut le constater dans les débats qui nous mobilisent tous avec plus ou moins d'acuité et que l'on retrouve dans cette lettre de l'AJHL, la dernière de l'année universitaire. Enfin, s'il fallait s'en convaincre, il suffit de lire le thème du 8^e Congrès de la Fédération des Juifs Laïques et Humanistes : "choisir de vivre comme un Juif laïque". Vous en trouverez la présentation et les moyens d'y participer du 8 au 10 septembre prochain à New York.

Ernest Vinurel a participé à une réunion du Comité International des anciens déportés de Mauthausen. Il vous livre avec son énergie habituelle ses réflexions sur la communauté juive en Autriche, face à la coalition droite, extrême droite. Pour ceux qui n'ont pu assister, le 29 mars dernier, à la conférence sur "la problématique des conversions", Jo Gabizon a fait pour nous une synthèse et vous présente un compte-rendu. A l'heure où nous mettons sous presse, et où la Syrie pleure son président "bien-aimé", le monde s'interroge sur les profonds changements annoncés par la succession de Hafez el-Assad, pour son pays, mais aussi pour tout le Proche-Orient, la présence syrienne au Liban, et surtout l'avenir du processus de paix avec Israël, dans l'impasse actuelle. Israël, dont Izïo Rosenman nous décrit le schisme entre les religieux et les laïques d'une nation "divisée en deux sociétés ?" Retrouvons-nous en septembre, à Paris, ou à New York, si vous le souhaitez. Merci de nous écrire et de nous faire part de vos suggestions et critiques.

Bonnes vacances à tous.

Violette ATTAL-LEFFI

Langues juives et identités

Quel avenir pour les langues juives de diaspora ?

A la fin de l'Assemblée Générale de l'AJHL du 6 juin 2000 Izïo Rosenman a donné une conférence sur le thème "Langues juives et identités juives", nous en donnons ci-dessous un extrait de la dernière partie.

Quel avenir pour les langues juives de diaspora ?

La question des langues juives se trouve au cœur de celle de l'identité juive hier comme aujourd'hui.

De la Haskala à Ben Yehuda, l'hébreu est passé du statut de langue sacrée à celui de langue parlée, avant de devenir langue nationale.

Sans du tout vouloir faire l'histoire de l'hébreu, je rappellerai ici, que l'hébreu, s'est dans un premier temps imposé face au yiddish, par une action volontaire d'étouffement du yiddish par les *Maskilim*.

Cette lutte de l'hébreu contre le yiddish engagée par la Haskalah, s'est continuée jusques après la création de l'État d'Israël, et a donc accompagné les transformations historiques du peuple juif.

Elle a connu un armistice à la conférence de Czernowitz en 1908, qui reconnaît les deux langues, l'hébreu et le yiddish, comme langues nationales du peuple juif. Aujourd'hui la situation est bien différente : après la destruction du judaïsme d'Europe lors de la Shoah, puis de la création de l'État d'Israël, la partie semble définitivement jouée au profit de l'hébreu : Aujourd'hui les langues juives autres que l'hébreu semblent en voie de lente disparition.

Langues juives et identités juives

Quel avenir pour les langues juives de diaspora ?

Cette extinction semble se faire aujourd'hui au profit de l'hébreu.

En effet, l'hébreu me semble aujourd'hui la seule langue juive vivante. Une langue aussi dans laquelle, les textes de référence de trois mille ans d'histoire des Juifs sont inscrits pour une grande part, ainsi que ceux d'une partie de la culture juive des 100 dernières années. L'hébreu aujourd'hui porte en lui toute la dimension de renaissance nationale du peuple juif dont témoigne la création de l'État d'Israël.

Il manque en effet une pratique quotidienne dans ces langues.

Cette extinction est-elle pour autant totalement irréversible ?

Les langues juives de diaspora sont aujourd'hui inscrites entre mémoire et nostalgie.

Il y a de façon certaine une forte demande de la part des jeunes générations, mais sans doute plus dans cette dimension de mémoire. Ces langues continueront sans doute à trouver leur place dans la culture par la recherche ou la pratique savante.

-Est-il possible de fonder une identité juive sur la mémoire des langues ?

Ainsi la question de la langue, ou des langues, comme le rappelle le *midrash* cité plus haut, pose le problème de notre **survie comme minorité culturelle**. En dehors d'une pratique religieuse et dans un contexte où nous nous retrouvons intégrés culturellement, socialement, économiquement et politiquement, pouvons-nous conserver notre identité juive sans une langue qui nous serait propre en tant que groupe minoritaire ?

Il manque en effet la pratique d'une langue comme facteur d'unité, comme lien. Et, qu'en sera-t-il de notre mémoire collective dont une grande partie est déposée dans ces langues ?

Izïo Rosenman

Notre revue PLURIELLES, a consacré le dossier de son N° 7 à la question des "Langues juives de diaspora".

La division de la société israélienne entre laïques et religieux a atteint un point tel que l'on peut sérieusement s'inquiéter sur son avenir en tant que société unie. Avons nous encore affaire à une société divisée ou bien à deux sociétés vivant côte à côte, dans des affrontements qui deviennent réguliers et violents : culturels (*kulturkampf*), politiques, et malheureusement de plus en plus fréquemment affrontements physiques.

D'un côté les courants religieux orthodoxes et ultra-orthodoxes se trouvent à l'apogée de leur puissance politique en Israël, disposant de leurs propres systèmes social, culturel, éducatif ; gérant le statut personnel de tous les citoyens religieux ou non, à travers l'état civil, le mariage, les autorisations d'enterrement (malgré depuis quelques temps un progrès vers la liberté sur ce point), Il s'arroge le droit de définir qui est (un bon) juif et qui ne l'est pas, fut-il Ministre ou simple citoyen.

De l'autre côté la majorité Laïque ou traditionnelle, réduite à subir les lois négociées pour des raisons de majorité parlementaire, et qui restreignent sérieusement sa liberté.

La situation actuelle : confusion et blocages

Outre le système d'éducation nationale religieuse, faisant partie du réseau d'Etat, depuis quelques années, le parti ultra-orthodoxe Shas a ouvert un très grand réseau scolaire religieux, le *Maayan Hachinuch Hatorani* payé aux frais de l'État, ainsi qu'un système d'aide sociale destinée aux familles défavorisées, parallèle à celui de l'État, déficient, et de fait subventionné par celui-ci. Pour prendre un exemple, il existait, il y a peu, un vaste programme de construction logements, financés par l'État, destinés uniquement aux religieux.

Le système scolaire, bien que souvent il ne remplisse pas les critères de niveau, ni d'ouverture du réseau d'Etat, a néanmoins connu un grand succès, notamment à cause du nombre d'élèves par classe nettement inférieur à celui du système scolaire d'Etat. Les fonds gouvernementaux arrivaient de façon pas toujours...cachère. Les dirigeants du réseau, assez bien payés (pour certains plus que le Ministre de l'Éducation actuel, Yossi Sarid du parti laïque Meretz) ont à présent quelques problèmes avec le fisc et la police pour détournements de fonds, etc..

A cause d'une gestion douteuse le réseau scolaire est en déficit de plusieurs dizaines ou centaines de millions de livres israéliennes. Mais la question se complique politiquement, car le Shas demande au gouvernement une aide financière pour couvrir ce déficit, sans vouloir s'engager à la transparence financière, ni à la cohérence des programmes éducatifs avec ceux de l'Éducation Nationale, faute de quoi le Shas menace de quitter la coalition gouvernementale ; ce qui menacerait la poursuite du processus de paix, lui-même pas en très bonne santé. Le Shas a d'ailleurs voté contre la restitution possible du Golan, et contre la cession aux Palestiniens des trois villages palestiniens autour de Jérusalem, dont Abu Dis, future capitale possible de la Palestine, au prétexte que la proximité des agglomérations placées sous autorité palestinienne menacerait la présence juive à Jérusalem.

Comment en sommes nous arrivés à cette situation ?

Comme on le sait, mais il est bon de le rappeler, l'État d'Israël a été fondé par des pionniers sionistes laïques et socialistes, et pendant longtemps la société israélienne a été donnée comme modèle d'une société fondée sur le socialisme démocratique, avec sa *Histadrut*, et ses *Kibboutzim*. La plupart des mouvements religieux s'étaient très longtemps tenus à l'écart du mouvement sioniste : essentiellement par hostilité vis-à-vis d'une position qui rompait avec les enseignements traditionnels qui interdisaient de « précipiter la venue du Messie ». Seule une frange du public religieux, liée au mouvement *Mizrahi*, se définissait comme religieuse et sioniste ; l'*Agoudat Israël*, restant hostile au projet sioniste.

Cependant dès l'origine, au moment même de la création d'Israël, Ben-Gourion lui-même, afin de sauvegarder l'unité du peuple juif, insista pour associer la frange ultra-orthodoxe, liée à l'*Agoudat Israël*, à la Déclaration d'Indépendance. En échange Ben-Gourion offrit à la partie religieuse du public israélien, un cadeau qui allait empoisonner la vie civile et politique en Israël : d'une part la coexistence de réseaux scolaires d'État, l'un général, et l'autre religieux, tous deux financés par l'État, et d'autre part un statut civil sous la tutelle du Grand Rabinat.

Le status-quo a duré bon an mal an pendant la presque trentaine d'années du règne

Une société divisée ou deux sociétés ?

politique du *Mapai*, le parti travailliste israélien ; et cela malgré les fréquentes insatisfactions par les laïques.

La situation a commencé à changer après la Guerre des Six Jours, suite aux conquêtes et à l'occupation des Territoires et à la vague messianique qui s'en est suivie.

Les partis religieux ont demandé de plus en plus d'avantages en récompense de leur soutien aux divers gouvernements, jusqu'à ce que, l'arrivée au pouvoir du Likud, suite à la suite de la Guerre du Kippour, fasse d'eux des partenaires incontournables aux exigences insatiables.

Ainsi a-t-on vu au cours des ans promulguées diverses lois restreignant les transports publics ou le commerce le Shabbat, la cacherout, les mariages, la délivrance de cartes d'identité avec la mention « nationalité : juive », etc..

De même surgit un problème important d'inégalité devant le service militaire, non résolu jusqu'à présent : l'exemption des élèves des écoles rabbiniques, les *yeshivot*, du service militaire. En effet au moment de la création de l'État ils étaient quelques centaines, et Ben-Gourion dans un geste à l'égard de l'*Agouda* les en dispensa ; aujourd'hui ils sont estimés à 30 000 !

Comme conséquences à ces restrictions ou ces exemptions de nombreux incidents, dont les plus pénibles ont concerné, plusieurs fois, l'opposition du Grand Rabbinat à l'enterrement de jeunes ou de soldats morts au combat (au Liban), au prétexte qu'un de leurs parents n'était pas considéré comme juif par ce grand Rabbinat.

D'ailleurs aujourd'hui les courants orthodoxes ou ultra-orthodoxes se sentent suffisamment fort pour mettre en question la pluralité du judaïsme religieux lui-même, rendant très difficile la vie des courants réformés, ou encore l'entrée des femmes dans les Conseils de la vie religieuse, qui gèrent localement celle-ci.

Plus généralement ils s'arrogent l'unique légitimité à l'intérieur du judaïsme et du peuple juif.

Les défis du futur en Israël

En fait Israël ; se trouve devant plusieurs défis pur devenir une société moderne sur la plan sociétal :

- Tout d'abord la *question de l'élaboration d'une Constitution*, qui garantisse les droits essentiels du citoyen : liberté d'as-

sociation, liberté de mouvement, liberté de conscience, de religion et l'égalité de tous les citoyens devant la loi sans distinction d'origine ou de religion.

Les partis religieux s'opposent très fortement, depuis des années, à cette possible constitution, qui sonnerait le glas de leur puissance, car elle donnerait un fondement non halakhique à l'État.

Plusieurs questions sont liées à celle de la *Constitution*, et d'abord celle de savoir si l'État d'Israël est un État juif ou, comme le réclame une partie de la gauche et les partis arabes, l'État de ses citoyens. Dans ce dernier cas il faudrait assurer une réelle égalité des citoyens arabes, dans la fonction publique par exemple (enseignement, armée, logement, urbanisme des villes...), ce qui est encore loin d'être le cas.

- Une deuxième question est celle du *mariage*. Comme on l'a rappelé, jusqu'à présent le mariage, comme tout ce qui concerne le statut personnel en Israël, est du ressort des institutions religieuses, rabbinat, églises, autorités musulmanes. de plus en plus d'Israéliens réclament le mariage civil. La question est brûlante car avec l'arrivée du million d'immigrants en provenance de l'ex-URSS, de nombreux conjoints non-juifs sont arrivés en Israël.

Mais introduire *le mariage civil* aurait pour premier effet d'affaiblir le pouvoir des partis religieux, et des ultra-orthodoxes en premier lieu. Ils crient donc au sacrilège et quitteraient certainement tout coalition gouvernementale qui le mettrait en oeuvre.

Cette question est donc reliée à son tour à celle de « *qui est juif ?* », qui assure l'entrée d'une personne dans le peuple juif, autrement dit la question des conversions. Qui aurait le droit de les pratiquer : les ultra-orthodoxes, les orthodoxes, les réformés ? Jusqu'à présent il s'agit d'une chasse gardée du Grand-Rabbinat orthodoxe, malgré de tentatives de mise sur pied de Commission sur ce sujet, dont la Commission Neiman chargée sous le Gouvernement Netanyahu de trouver un accord sur un Institut de Conversion. ; et dont les recommandations n'ont pas été appliquées.

Yossi Beilin, le Ministre de la Justice, a récemment proposé d'envisager une *conversion laïque-nationale*, qui permettrait de se passer du rabbinat. Mais ce n'est encore qu'une idée.

D'autres question touchent à la vie citoyenne et à la liberté de l'individu : Il s'agit des restrictions de circulation d'une part la fermeture de la circulation dans certaines rues des quartiers orthodoxes, d'autre part la non circulation des autobus publics le Shabbat, ce qui a pour effet de pénalise les couches les plus pauvres. Il y a également les tentatives d'interdiction ou de restriction du commerce notamment des cafés et spectacles ; heureusement sous la pression de la sécularisation on tend vers une libéralisation sur ces points.

Il faut remarquer que les questions interfèrent les unes avec les autres : notamment le processus de paix est régulièrement déstabilisé d'une part par le PNR (Parti National Religieux, proche des colons des Territoires Occupés) qui menace de quitter la coalition en cas de cession aux Palestiniens de villages palestiniens situés autour de Jérusalem et d'autre part par Shas qui faute de recevoir de l'aide financière sans contrôle pour son réseau scolaire menace de quitter la coalition. La coexistence au sein du gouvernement entre les ultra-orthodoxes du Shas et le parti laïque Meretz est plus qu'instable : on l'a vu récemment lorsque le Grand rabbin Ovadia Yossef a dit à ses fidèles que Sarid était l'ennemi du peuple juif et que son nom, comme celui d'Amalek, devait être effacé !

Je terminerai sur une note moins pessimiste : il y a des groupes, qui à l'instar de *Gesher* (le pont) essaient depuis quelques années d'établir des canaux de dialogues entres ces deux parties qui tantôt s'ignorent et tant s'affrontent physiquement ou politiquement. Récemment, ayant pris conscience de cette division et des dangers qu'elle comporte, le ministère de la diaspora a organisé une rencontre nationale de plusieurs jours entre les dizaines de groupes qui tentent d'établir en Israël un dialogue entre religieux et laïques, femme et hommes, juifs et Arabes ; jeunes des quartiers défavorisés et jeunes des quartiers aisés, avec de nombreux projets de rencontres à l'échelle du pays. on ne peut que souhaiter que ces projets se matérialisent.

Quel avenir ? L'État d'Israël peut-il devenir un État moderne, c'est-à-dire laïque où la liberté de l'individu serait garantie par la Constitution, tout en restant un État du peuple juif, un État qui reconnaîtrait le pluralisme dans le judaïsme, que l'histoire a forgé ? Voilà la question ?

Izio Rosenman

LA PROBLÉMATIQUE DE LA CONVERSION AU JUDAÏSME

Compte rendu de l'ouvrage en débat 29 mars 2000

Intervenants :

- Le rabbin Meyer MALKA directeur du service des conversions pour la France au Consistoire de Paris.
- Joëlle ALLOUCHE-BENAYOUN, psycho-sociologue, chercheuse au CNRS groupe de sociologie des religions et de la laïcité.

Le président de séance Izio ROSENMAN, membre du bureau de l'AJHL, précise d'emblée la position de la Fédération internationale de Juifs laïques humanistes : « est juive toute personne d'ascendance juive ou toute personne qui se déclare être juive et qui s'identifie avec l'histoire, les valeurs éthiques, la culture, la civilisation, la communauté et le destin du peuple juif ». Il situe l'objectif de ce débat : d'une part connaître la position du Consistoire devenue plus rigoriste, face aux changements,

historique (passage de la patrilinéarité à la matrilinéarité, l'émancipation), démographique (accroissement des mariages mixtes), politique (la dimension nationale du sionisme), d'autre part connaître la réalité sociologique.

Le rabbin MALKA expose que le Consistoire suit les principes de la Halakhah fondés sur la Michna et le Talmud donnés par Dieu au peuple juif il y a 3 300 ans, et consignés dans le Choulhan Aroukh au XVI^e siècle. Les candidats sont d'abord découragés. S'ils persistent on leur demande d'apprendre quelques règles à respecter (pureté familiale, casherout, étude des principaux commandements) et on s'assure que leurs obligations professionnelles et familiales ne feront pas obstacle. Le temps ne compte pas, ce qui importe c'est que les candidats comprennent les conséquences du contrat que la conversion implique.

Joëlle ALLOUCHE-BENAYOUN donne les points forts d'une enquête menée auprès de femmes converties (pas de différences entre le mode de conversion, consistorial ou libéral) :

- la conversion au judaïsme est ultra minoritaire dans les couples mixtes : 1, 5 à 2 % (91 % font seulement un mariage civil et 6 à 7 % de conjoints juifs se convertissent au christianisme)
- les femmes constituent la majorité des convertis, illustration des rapports sociaux de sexe (soumission des femmes aux valeurs de l'homme).
- Leur motivation, au delà de la pression initiale du mari, est une stratégie éducative : délivrer un message cohérent aux enfants, et un mode d'appartenance familiale. Elles intériorisent leur nouveau statut, deviennent plus savantes en judaïsme que leurs maris.

- Leur position sociale d'origine est généralement inférieure à celle de leurs conjoints, contrairement à ce qui se passe dans les autres religions.
- Le libre choix laissé aux enfants est un leurre : c'est leur demander de choisir entre papa et maman.

Le débat, un peu houleux au départ, devient plus serein. Aux deux témoignages favorables aux méthodes du consistoire, un converti et l'époux d'une convertie qui à cette occasion a fait « téchouva », s'opposent les critiques. Les réponses du rabbin montrent, d'une part un certain assouplissement envers les conversions en vue de mariage, mais d'autre part son imperméabilité aux arguments historiques, démographiques, religieux non strictement halachiques : A Tom Cohen rabbin libéral qui lui demande quels reproches il fait à la conversion pratiquée par les libéraux, il ne répond pas sur le fond, disant que les deux méthodes sont des droites parallèles qui ne se rencontrent pas. Il déclare non valables les conversions pratiquées par un rabbin même orthodoxe, sans passage devant le tribunal consistorial (Beth Din). Il donne le chiffre de 200 conversions par an, après avoir fait valoir que les chiffres sont faux : chaque conversion est spécifique ; Dieu a choisi le peuple juif non pour son nombre mais parce qu'il est. Explicitement, il fait reproche aux hommes juifs qui épousent des non-juives d'être insouciants de l'avenir du peuple juif. Il rejette l'accusation d'intolérance : il fait ce que nos ancêtres nous ont appris à faire.

Izio Rosenman clôt le débat en remerciant les intervenants et en constatant le désaccord entre les positions des laïques et du Consistoire.

Jo GABIZON

La lettre de l'AJHL

Bimestriel

mars-juin 2000

n° 17 - Prix au numéro : 15 F

Directeur de la publication :
Albert Memmi

Coordination : Violette Attal-Leffi

Rédaction de ce numéro :
Elie Barenfeld, Jo Gabizon, Izio Rosenman, Ernest Vinurel.

Imprimeur :
COPYFAC, 21 rue Linné
75005 Paris

**Association pour un Judaïsme
Humaniste et Laïque**

(loi de 1901) 11 rue de Clamart,
92100, Boulogne-Billancourt.

Tél. /Fax : 01 43 45 46 66

La coalition droite, droite-extrême et la communauté juive

Ce qui se passe en Autriche, après la prise du pouvoir de la coalition bleue- noire, à la quelle le qualificatif brun- noir conviendrait mieux, nous a débarrassés de certaines explications simplistes. Ainsi, l'idée que le succès de l'extrême droite, en France et ailleurs, est la conséquence du chômage, de l'insécurité etc.. a reçu un démenti formel par l'entrée de Haider au gouvernement autrichien. En effet, c'est l'Autriche qui a le taux de chômage le plus faible en Europe et l'immigration et l'insécurité qu'on présente comme son corollaire, ne posent pas de problèmes réels dans ce pays. J'ai pu m'en convaincre au cours de plusieurs voyages que je viens d'y effectuer. Par contre ce que j'ai pu constater et qui est un élément positif, c'est que l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir a servi d'électrochoc aux citoyens autrichiens : Partout, dans tous les milieux, on discute en permanence, on débat de la situation nouvelle. L'Autrichien moyen, esprit petit bourgeois, qui s'est toujours efforcé de passer inaperçu, se retrouve subitement sous le feu de la rampe de la scène internationale. Il en prend son parti, dans le sens propre du terme. Il affiche ouvertement la couleur : On voit dans les villes des voitures, portant, sur les pare-brise, des autocollants « Je n'ai pas voté pour Haider » et sur les murs des graffitis « Haider = Nazi ». J'ai à peine reconnu mes Autrichiens. D'autres clament que « La démocratie doit être acceptée », que « Le peuple a parlé ». On peut néanmoins constater que jamais les bulletins de vote n'ont été aussi cyniquement détournés que pendant ces dernières

élections : Jamais les conservateurs n'ont évoqué, pendant leur campagne électorale, leur intention de constituer une coalition avec Haider ; au contraire, ils ont affirmé constituer le meilleur barrage contre l'extrême droite. De même Haider a assuré qu'au centre de son action immédiate, il place le combat contre « l'Union Européenne ». Ceux qui ont voté pour Schlüssel se sont retrouvés avec Haider, et ceux qui ont voté pour Haider se sont retrouvés avec un leader qui affirme sa fidélité totale à l'Europe. Peut-on appeler ceci la démocratie, quand on a trompé les électeurs à ce point ? Quid de la communauté juive autrichienne ? Cette petite communauté réduite à quelques dizaines de milliers de personnes, en majorité des Juifs venant des pays de l'Est, s'est trouvée, comme toujours en période de crise, en première ligne, et comme souvent, divisée. J'en ai eu la preuve au cours du dernier voyage que j'ai effectué en qualité de membre du bureau de « l'Amicale des anciens déportés de Mauthausen ». Mauthausen est le seul camp de concentration qui se trouve en Autriche, et le gouvernement autrichien précédent avait préparé une commémoration grandiose pour le 55^e anniversaire de la libération du camp. Avec le changement politique qui est intervenu, le « Comité International de Mauthausen » a décidé unanimement de n'inviter aucun membre du nouveau gouvernement à cette cérémonie. La communauté juive autrichienne, elle, a décidé d'organiser simultanément, dans la carrière du camp de Mauthausen, le lieu qui était témoin de la plupart des cri-

mes qui se sont déroulés dans ce camp, un concert au cours duquel l'orchestre philharmonique de Vienne devrait jouer la 9^e symphonie de Beethoven. Ce concert devait être une sorte de « cérémonie de repentance » en souvenir de l'exclusion de cet orchestre, au moment de l'Anschluss, des musiciens d'origine juive. Notre association, « l'Amicale des anciens déportés français de Mauthausen » était en désaccord avec le principe même d'organiser un concert dans un camp de concentration. Imagine-t-on un concert exécuté devant les chambres à gaz d'Auschwitz ? L'opéra de Vienne, lieu où cette exclusion a été décrétée, aurait mieux convenu à cette cérémonie de « repentance ». Leon Zelner, lui-même ancien déporté de Mauthausen et l'un des dirigeants les plus en vue de la communauté juive d'Autriche, a maintenu cette cérémonie, malgré l'opposition unanime des 18 associations nationales qui forment le « Comité International de Mauthausen ». En effet, le fait que cette cérémonie soit placée sous la présidence de Krestil dont le rôle demeure trouble dans l'accession du gouvernement Schlüssel au pouvoir (ils sont tous les deux membres du même parti conservateur) n'a pas apaisé les craintes des démocrates autrichiens, qui redoutaient que cette commémoration ne soit exploitée par la coalition au pouvoir pour se faire dédouaner devant l'opinion internationale. Elie Wiesel, qui devait co-présider initialement la cérémonie, a refusé d'y participer en déclarant qu'il est « inconvenant de célébrer la fraternité entre les hommes avec un gouvernement dont la politique est de diviser la société ». Simon Wisenthal, également ancien déporté à Mauthausen et personnalité emblématique de la communauté juive autrichienne a dénoncé cette commémoration indécente. Le concert a eu lieu, en l'absence des anciens déportés. Les membres de la communauté qui s'y sont compromis, qui ont fait le jeu, peut-être involontairement, de la coalition droite extrême droite n'ont servi ni la cause de la démocratie en Autriche ni la cause de la communauté juive autrichienne, au sein de l'opinion publique qui se bat pour le retour de l'Autriche au sein de la communauté des pays démocratiques. Aucun militant de Haider ne leur sera reconnaissant de cet acte, par contre, ce concert laissera des traces dans l'opposition démocratique. Dommage...

BULLETIN D'ADHESION

Nom	Prénom
Adresse	
Code Postal	Ville
Téléphone domicile	Téléphone bureau
Profession	
Adhésion annuelle AJHL ¹ 350 F	
Abonnement à <i>La lettre de l'AJHL</i> et à <i>Plurielles</i> 150 F	
Don complémentaire (déductible de vos impôts pour 40 %)	

1- L'adhésion annuelle permet de participer à nos activités gratuitement ou à tarif réduit et de recevoir *La lettre de l'AJHL* (5 numéros par an) et la revue *Plurielles* (1 numéro par an).

Envoyez vos chèques, libellés à l'ordre de l'AJHL, à Léon Benyaya, 11 rue Sidi-Brahim, 75012 Paris.

8^e Congrès de la Fédération Internationale des Juifs Laïques et Humanistes

NEW YORK 2000 : 8^e Congrès de la Fédération Internationale des Juifs Laïques et Humanistes, du vendredi 8 au dimanche 10 septembre 2000. – “ Choisir de vivre comme un Juifs laïque ”.

Intervenants : Robert Pinsky, poète, Lawrence Kasdan, réalisatrice (Etats-Unis) Yehuda Bauer, Professeur, Yuli Tamir, ministre de l'immigration Yossi Sarid, ministre de l'Education, Yirmiyahu Yovel, Directeur Institut Spinoza, (Israël) Lucette Valensi, Historienne, Directrice de l'Institut International des Cultures Méditerranéenne (France).

Le colloque sera suivi (en option) de deux jours de visite et découvertes de lieux juifs et non juifs, de spectacles, de diners et rencontres avec les autres participants américains et ceux venus de nombreux pays.

Inscription seule : 150 \$ -
Forfait 4 nuits Hotel 4* + inscription Congrès + visites, théâtre, diners : 1085 \$
Forfait sans l'hôtel : 685 \$.

Vous pouvez :

• soit vous inscrire directement auprès de Myrna Baron IFSHJ,
Fax 00.1.212581 6769
ou e.mail (mbaronco@earthlink.net)

• soit adresser à Violette ATTAL-LEFI une demande d'inscription avec un chèque de 1500 F de réservation ou votre n° de carte bancaire. Aucun prélèvement n'aura lieu avant une confirmation écrite. La liste des réservations sera adressée par fax à la fédération.

Renseignements complémentaires :
01 43 45 88 44.

Pour le trajet A.R. à New York, L'AJHL a confié à l'Agence CONTINENT 5 – 25 rue Taitbout – Paris 2^e . Demander M. Gilbert ALLALI – Tél. 0153341656, le soin de nous organiser un aller-retour en groupe, pour 4 jours. Contactez le directement.

Sommaire du N° 8 de PLURIELLES

Éditorial. Izio Rosenman :
Un engagement vers les autres.

Dossier : Les Juifs et l'engagement politique

Hubert Hannoun. *Barukh Spinoza, rebelle politique.*
Jacques Burko. *Les juifs dans les combats pour l'indépendance polonaise au XIX^e siècle.*
Henri Minczeles. *Engagement universaliste et identité nationale: le Bund.*
Alain Dieckhoff. *Le sionisme: la réussite d'un projet national.*
Henry Bulawko. *Bernard Lazare, le lutteur.*
Jean-Jacques Marie. *Les Juifs dans la Révolution russe: présentation.*
Jean-Charles Szurek. *En Espagne... et ailleurs.*
Arno Lustiger. *Quelques notes sur l'engagement des Juifs dans la guerre d'Espagne.*
La France, centre de l'aide internationale à l'Espagne.
G. E. Sichon. *Frantisek Kriegel, l'insoumis.*
Anny Dayan Rosenman. *Albert Cohen, un Valeureux militant.*
Lucien Lazare. *La résistance juive dans sa spécificité.*
Anny Dayan Rosenman. *Des terroristes à la retraite. Une mémoire juive de l'Occupation.*
Gérard Israël. *René Cassin, l'homme des droits de l'homme.*
Jean-Marc Izrine. *Une approche du Mouvement libertaire juif.*

Charles Dobzynski. *Dialogue à Jérusalem. [Extrait]*

Charles Dobzynski. *On ne saurait juger sa vie.*

Astrid Starck. *Lionel Rogosin un cinéaste contre l'apartheid.*

Rolland Doukhan - Daniel Timsit. *Entretien à propos de Suite baroque. Histoires de Joseph, Slimane et des nuages de Daniel Timsit.*

Question à David Grossman.

Études, poésie, essais.

Lazare Bitoun. *Juifs et Noirs au miroir de la littérature.*

Eveline Amoursky. *Mandelstam : l'identité assumée. [Extrait]*

Huguette Ivanier. *Une éthique pour notre temps, Lévinas ou l'humanisme de l'Autre.*

Charles Dobzynski. *Le moi de la fin.*

Rachid Aous. *Le Matrouz de Simon Elbaz, expression de la tradition chantée judéo-arabe. Le "judéo-arabe" langue ou culture ?*

Annie Goldmann. *La deuxième guerre mondiale sur les écrans français.*

Ephémérides.

Rolland Doukhan. *Le fil du temps.*